



L'INTÉGRATION EN CATIMINI

Le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP)

Imaginez

... que vous avez réservé un vol pour des vacances au Mexique, mais qu'on ne vous laisse pas monter à bord de l'avion parce que vous figurez sur une « liste d'interdiction de vol » dans l'espace aérien des États-Unis.

ou

... que votre employeur a obtenu un énorme contrat avec une firme américaine, mais qu'il vous annonce qu'il doit vous mettre à pied parce que votre pays d'origine figure sur la « liste d'interdiction d'embauche » des États-Unis.

De tels incidents ne pourraient pas se produire ici? Des personnes du Canada ont pourtant BEL ET BIEN vécu ces situations. Et il y aura d'autres incidents du genre à l'avenir en raison d'un programme que le gouvernement prépare en catimini et qui s'appelle le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité – ou le PSP.

Qu'est-ce que le PSP?

Le programme, annoncé par les chefs d'État du Canada, du Mexique et des É.-U. en mars 2005, vise à éliminer ou à réduire la réglementation dans des domaines comme l'immigration, l'alimentation et l'agriculture et à conclure un pacte continental sur les ressources – qui touchera quelque 300 domaines.

À leur réunion de mars 2006, les trois dirigeants ont créé le Conseil nord-américain de la compétitivité (CNAC) qui regroupe 30 dirigeants de grandes entreprises (10 de chacun des trois pays). Le Conseil canadien des chefs d'entreprise (CCCE) servira de Secrétariat canadien pour le CNAC. Le CNAC donne aux entreprises un accès exclusif aux pourparlers du PSP, contournant ainsi le pouvoir législatif dans les trois pays, ainsi que les secteurs de la société civile comme les syndicats, les Églises et les groupes étudiants et environnementaux.

Les trois chefs d'État ferment les yeux sur le fait que ces chefs d'entreprise privilégiés qui forment le CNAC seront en conflit d'intérêts lorsqu'ils conseilleront les gouvernements de prendre des mesures réglementaires qui, au bout du compte, leur permettront d'augmenter leurs bénéfices nets.

Ils disent... qu'il n'y a pas à s'inquiéter, qu'ils visent seulement à harmoniser les règlements dans les trois pays avec les « pratiques exemplaires ».

Mais nous nous inquiétons! Les « pratiques exemplaires » sont définies par les grandes entreprises qui cherchent à accroître leurs profits et à éliminer les obstacles à l'investissement.

La prospérité et la sécurité pour qui?

La prospérité pour les grandes entreprises

Les règlements protègent la santé, la sécurité et les droits des gens. Contrairement à ce que les gouvernements et les entreprises affirment, ils sont d'une importance vitale. Dans le cadre du PSP, le régime de réglementation qui définit les relations Canada-É.-U. est révisé en tenant compte du programme de sécurité des É.-U. Ce programme comprend des intérêts économiques tels que définis par les grandes entreprises de l'Amérique du Nord qui souhaitent l'abolition de tous les obstacles à l'investissement.



Certes, le Canada est le principal partenaire commercial des É.-U., mais il est loin d'être un partenaire de force égale. L'administration Bush façonne les politiques du Canada dans bien des domaines, notamment le bois d'œuvre résineux, la défense, la sécurité, l'énergie et les changements climatiques. Le gouvernement a consacré beaucoup de ressources au PSP, soutenant que les intérêts économiques du Canada doivent tenir compte des préoccupations des É.-U. concernant la sécurité s'il veut continuer d'avoir accès au marché américain.

Le cas de Bell Helicopter

Un règlement du département d'État des É.-U. interdit aux travailleurs et travailleuses de l'industrie aérospatiale originaires d'un de 19 pays « ennemis » de participer aux contrats de la défense américaine. En dépit des lois sur les droits de la personne au Québec et au Canada, 24 personnes ont perdu leur emploi à Bell Helicopter de Montréal. Le cas de M. Jaime Vargas, originaire du Venezuela, a été pris en charge par le Centre de recherche-action sur les relations raciales.

La sécurité pour les États-Unis

Depuis le 11 septembre, Washington, en plus de partir en guerre à l'étranger, a pris une série de mesures de sécurité à l'intérieur du pays. Aux yeux des États-Unis, le monde est rempli d'ennemis qui doivent tous être traités comme des « terroristes » probables. Dans le cadre du PSP, 10 groupes de travail dans les trois pays s'occupent des questions de sécurité et sont chargés d'harmoniser les règlements et les procédures du Canada et du Mexique au programme de sécurité de Washington. Un de ces groupes de travail du PSP s'occupe des « listes d'interdiction de vol » selon lesquelles d'innocents passagers du transport aérien en Amérique du Nord ont déjà été pris par erreur pour des « terroristes ».

L'« interdiction de vol » empêche des vacances au Mexique

À l'hiver 2005, une famille canadienne avait réservé un voyage à Ixtapa avec Air Transat avec un départ de Toronto. Quand l'avion est entré dans l'espace aérien des É.-U., les passagers ont remarqué un chasseur à réaction américain de chaque côté de leur avion. En arrivant au Mexique, le père de la famille en question a été escorté hors de l'avion et emprisonné. Les autres membres de la famille n'ont pas été autorisés à quitter l'avion et ont été immédiatement renvoyés à Toronto. Des agents de la GRC sont allés à Ixtapa en avion privé chercher le « suspect » après qu'il eu passé deux jours dans une prison mexicaine. Ils l'ont ramené à Toronto en contournant l'espace aérien des É.-U. et l'ont informé qu'il s'agissait d'un cas d'« erreur sur la personne ». Le Canada a demandé aux É.-U. de retirer le nom de cette famille canadienne de la « liste d'interdiction de vol », mais les É.-U. ont refusé. Une « liste d'interdiction de vol » canadienne entre en vigueur en mars 2007 pour les vols intérieurs et en juin pour les vols internationaux.

La « sécurité » va plus loin que la lutte contre le « terrorisme »

D'autres groupes de travail du PSP explorent les moyens d'assurer la « sécurité » future de l'accès des É.-U. au pétrole et au gaz naturel du Canada et du Mexique. Cela comprend l'exploitation accrue des sables bitumineux de l'Alberta malgré les risques pour l'environnement et la santé des gens. Et tandis qu'une plus grande quantité du pétrole du Canada sera vendue aux É.-U., il n'y a pas de plan de « sécurité » semblable pour les Canadiens et Canadiennes. Le Québec et les provinces de l'Atlantique dépendent d'importations incertaines pour 90 % de leurs besoins en pétrole et l'Ontario, 40 %. Harper ne prévoit aucunement expédier le pétrole brut de l'Ouest vers l'Est en cas d'urgence.

Et qu'en est-il de l'environnement?

Les dirigeants des gouvernements et des entreprises qui participent au PSP clament que le Canada deviendra le chef de file mondial en matière de réglementation sur l'environnement. Pourtant, la déréglementation draconienne qu'ils recherchent dans le cadre du PSP et d'autres accords empêchera complètement le gouvernement d'adopter de nouveaux règlements – que se soit sur les toxines, la qualité de l'air ou les pesticides –, d'autant plus que les nouveaux accords sur la déréglementation permettent aux entreprises privées de poursuivre le gouvernement s'il adopte des politiques commerciales perçues comme entravant les investissements.



Il faut mondialiser les droits de la personne, pas les privilèges des entreprises

Nous croyons qu'en cette ère de mondialisation, il est important que les pays coopèrent. C'est pourquoi des organismes de différents mouvements sociaux du Mexique, des États-Unis, du Canada et du Québec luttent ensemble contre cette vision de l'Amérique du Nord que vante le monde des affaires. Nous proposons un programme de rechange axé sur l'égalité sociale. Contraire au PSP, nous considérons que le rôle du gouvernement est de répondre aux besoins de base de la population – et non de faciliter les investissements des entreprises.

Ce que nous préconisons

- Bons emplois assurés
- Mesures pour résoudre les inégalités dans la croissance économique – à l'intérieur et entre les trois pays
- Changements climatiques et d'autres préoccupations touchant l'environnement
- Mesures pour aider les petits agriculteurs
- Accès à des soins de santé publics
- Réforme électorale
- Respect des droits lié des au travail
- Solution innovatrice à la désindustrialisation et à l'accroissement du déficit commercial liés aux produits manufacturés
- Sécurité du revenu pour les personnes à la retraite
- Accès à des services de garde d'enfants de qualité



Common Frontiers est un réseau d'organismes e divers secteurs qui travaillent avec d'autres en Amérique du Nord pour s'opposer au «libre échange» dans les Amériques et promouvoir de nouveaux moyens de faire du commerce.

[www.commonfrontiers.c](http://www.commonfrontiers.ca)

a

Ce que vous pouvez faire

- Porter attention à ce que nos gouvernements et chefs d'entreprise proposent et élire des dirigeants et dirigeantes qui lutteront pour la souveraineté canadienne.
- Faire pression sur les gouvernements à tous les paliers pour qu'ils utilisent leur pouvoir d'achat pour créer et maintenir des emplois locaux et raffermir les marchés nationaux.
- Vous mobiliser pour la réunion des « trois amis » du PSP qui se tiendra au Canada en août, dans le cadre de laquelle Bush et Calderon rencontreront le premier ministre.
- Soutenir les usines dirigées par les travailleuses et travailleurs dans les Amériques, <http://market.the.workingworld.org/>
- Vous renseigner. Visiter les sites Web suivants pour en apprendre davantage : www.rqic.alternatives.ca; www.policyalternatives.ca; www.kairoscanada.org